



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 4 juillet 2022

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

Réserves de change : les réserves de change s'établissent à 3 071 Mds USD en juin, en baisse de 1,81 % en glissement mensuel

Banque et finance [\(ici\)](#)

Politique monétaire : le Conseil des affaires d'Etat a annoncé une vente d'obligations pour un montant de 300 Mds RMB par certaines policy banks avant la fin de l'année prochaine

Marché boursier : stabilisation du marché boursier cette semaine

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

Relations Chine-US : l'administration américaine chercherait à empêcher les constructeurs néerlandais et japonais d'exporter des équipements de lithographie DUV vers la Chine

Commerce bilatéral : hausse du déficit commercial sur les quatre premiers mois de 2022

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Données : l'Administration chinoise du cyberspace (CAC) publie une version finale de la procédure pour transférer les données hors de Chine et propose des accords-types pour les données personnelles

Cybersécurité : fuite massive de données personnelles

Automobile : nouvelles mesures de soutien à la consommation dans un contexte de reprise du marché

Propriété intellectuelle : le géant chinois du e-commerce pour la mode Shein est accusé de vol de design

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Aéronautique : commande géante de plus de 37 Mds USD d'appareil Airbus de la famille A320 par les grandes compagnies chinoises

Transport aérien : y a-t-il plus ou moins de vols internationaux vers la Chine cet été ?

Transport ferroviaire : croissance du fret ferroviaire Chine-Russie au premier semestre

Energie : quelles anticipations pour le secteur électrique en 2022 ?

Actualités régionales [\(ici\)](#)

Chengdu : publication du 14ème plan quinquennal pour le développement urbain de Chengdu

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong

Secteur aérien : le gouvernement hongkongais suspend le mécanisme de « flight ban »

Bourse : recul de 92% des introductions en bourse en glissement annuel au 1^{er} semestre

Bourse : les régulateurs chinois et hongkongais annoncent l'ouverture à venir du « swap connect »

Sanctions : deux sociétés hongkongaises accusées d'avoir facilité la livraison de pétrole iranien en Asie du Sud-Est placées sur la liste SDN du trésor américain

Macao

Secteur du jeu : les revenus des casinos se contractent de -62,1% en juin (g.a)

Commerce extérieur : les importations de Macao ont augmenté de 8,4% au cours des cinq premiers mois de l'année

Taiwan [\(ici\)](#)

Marché boursier : le TAIEX a chuté de plus de 20% au premier semestre

Dette américaine : les États-Unis restent le premier débiteur de Taiwan au T1 2022

Energie : les importations de pétrole progressent de 75% sur les cinq premiers mois de l'année

Inflation : l'indice des prix à la consommation dépasse 3% pour le quatrième mois consécutif en juin

Semi-conducteurs : MediaTek annonce un partenariat ambitieux avec l'université Purdue (USA)

Véhicules électriques : Foxconn tisse une nouvelle alliance avec le groupe Tata

Relations Taiwan-Royaume-Uni : partenariat dans les batteries au lithium et dialogue bilatéral dans le secteur des ENR

Chine continentale

Conjoncture

Réserves de change : les réserves de change s'établissent à 3 071 Mds USD en juin, en baisse de 1,81 % en glissement mensuel

Selon la [State Administration of Foreign Exchange \(SAFE\)](#), les réserves de change s'établissent à 3 071 Mds USD en juin, en forte baisse mensuelle de 56,5 Mds USD par rapport à fin mai (-1,81 % en g.m.). Cette évolution est due à des facteurs transactionnels (le commerce international, les investissements en actions et en obligations transfrontaliers et une intervention de la PBoC sur le marché des changes) ainsi qu'à des facteurs non transactionnels tels que le taux de change (qui agit sur la valeur du portefeuille d'actifs dans lequel les réserves sont investies).

Selon la SAFE, cette diminution s'explique par la dépréciation des actifs libellés en autres devises que le dollar, alimentée par l'appréciation du dollar. En effet, alors que l'indice du dollar (DXY) augmente de 2,89 % en juin (relativement à un panier de devises), la livre et l'euro se déprécient respectivement de 3,36 % et 2,32 % vis-à-vis du dollar. S'agissant des facteurs transactionnels, la contribution de l'excédent commercial n'est pas encore annoncée. Par contre, les achats nets d'actions en Chine continentale via le programme *Hong Kong Stock Connect* en juin grimpent à 73 Mds RMB, entraînant des capitaux entrants sur les réserves de change. Les données relatives aux obligations chinoises détenues par les investisseurs non-résidents en juin ne sont publiées à ce jour.

Retour au sommaire ([ici](#))

Banque et finance

Politique monétaire : le Conseil des affaires d'Etat a annoncé une vente d'obligations pour un montant de 300 Mds RMB par certaines *policy banks* avant la fin de l'année prochaine

Le 30 juin, le Conseil des affaires d'Etat a annoncé une levée de fonds de 300 Mds RMB (45 Mds USD) par les *policy banks* afin de financer des grands projets d'infrastructures ou des projets « relais » aux projets financés par les *special purpose bonds* émis par les gouvernements locaux. Concrètement, *China Development Bank* et *Agricultural Development Bank of China* vont lever respectivement 210 Mds RMB (31 Mds USD) et 90 Mds RMB (13 Mds USD), par le biais d'une vente d'obligations, avant la fin de l'année 2023. Les fonds seront investis dans des projets dans des secteurs divers tels que le transport, l'énergie, la conservation de l'eau, les technologies, les canalisations souterraines et la logistique.

Cette mesure de financement à hauteur de 300 Mds RMB s'ajoute au quota de 800 Mds RMB (119 Mds USD) d'emprunts des *policy banks*, annoncé lors d'une réunion exécutive du Conseil des Affaires d'Etat le 1er juin, et devant également servir à soutenir les investissements en infrastructures (source des fonds non précisée, probablement emprunts réalisés auprès de l'Etat, de la PBoC ou sur les marchés obligataires)

Marché boursier : stabilisation du marché boursier cette semaine

Le marché boursier chinois a été relativement stable cette semaine, mais il convient de noter une hausse des plateformes axées sur l'innovation technologique : ChiNext +7,6 % et STAR Market +1,4 %. Les bourses de Shanghai et Beijing ont perdu respectivement de 241 Mds RMB (36 Mds USD) et 1,9 Md RMB (0,3 Md USD) de capitalisation pendant la semaine, alors que la bourse de Shenzhen a gagné de 182 Mds RMB (27 Mds USD). Les flux de capitaux entrants nets s'établissent à 3,6 Mds RMB (0,5 Mds USD).

	CSI 300	SSE	SZSE	ChiNext	STAR Market 50
Entre le 4 et le 8 juillet	-0,8%	-0,9%	0,0%	7,6%	1,4%
Depuis le 1er juin	8,2%	5,3%	11,5%	24,4%	6,6%
Depuis le 1er janvier 2022	-10,4%	-7,8%	-13,5%	-9,9%	-21,0%

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Echanges et politique commerciale

Relations Chine-US : l'administration américaine chercherait à empêcher les constructeurs néerlandais et japonais d'exporter des équipements de lithographie DUV vers la Chine

L'administration américaine [ferait](#) pression sur l'entreprise néerlandaise ASML Holding NV pour qu'elle cesse l'exportation vers la Chine des équipements de lithographie DUV (*Deep Ultra Violet*), utilisée pour la gravure de puces moins avancées (28nm et 14nm). L'administration américaine ferait également pression sur le fabricant japonais Nikon, principal concurrent d'ASML, pour bloquer ses exportations d'équipements de lithographie DUV vers la Chine. ASML et Nikon représentent respectivement près de 95 % et 5 % de la production mondiale d'équipements à lithographie DUV.

Le fabricant chinois Shanghai Micro Electronics Equipment (SMEE) [serait](#) toutefois sur le point de développer son propre système de lithographie DUV de deuxième génération (puces de 7 nm).

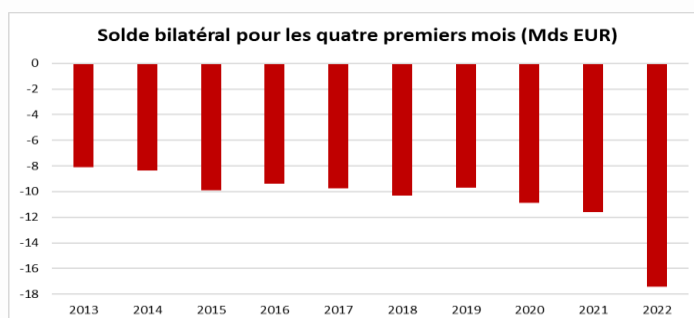
Alors que le cadre juridique américain ne permet pour l'heure pas de bloquer l'exportation de machines de lithographie EUV et DUV à des entreprises étrangères ne figurant pas sur la *Liste des Entités*, Washington ne peut que recourir à des moyens politiques pour empêcher ce transfert de technologies sensibles.

Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères (MOFA) Zhao Lijian a [qualifié](#) ces annonces de « terrorisme technologique » (« 技术恐怖主义 ») et de diplomatie coercitive (« 胁迫外交 »), sans toutefois se prononcer sur d'éventuelles réactions de la part de la Chine.

L'administration Trump avait déjà fait [pression](#) sur le gouvernement néerlandais en 2019 et 2020 pour faire suspendre la licence d'exportation en Chine d'ASML pour ses machines les plus avancées EUV ([voir les brèves du SER de Pékin du 15 novembre 2021](#)), alors même que la part de propriété intellectuelle dans les EUV produites par ASML n'atteint pas le seuil des 25 %. L'administration Biden s'était également opposée à ce que SK Hynix – un des premiers producteurs mondiaux de puces mémoire – exporte à la filiale en Chine des machines de lithographie extrême ultraviolet (EUV) fabriquées par l'entreprise néerlandaise ASML.

Commerce bilatéral : hausse du déficit commercial français sur les quatre premiers mois de 2022 (source : douanes françaises)

- **Les exportations françaises de biens vers la Chine ont baissé** sur les quatre premiers mois de 2022 (-10,2 % en g.a. à 6,9 Mds EUR), après avoir fortement augmenté l'an dernier (+57,8 % en g.a. sur la même période en 2021 dans un contexte de reprise). Outre la baisse des ventes aéronautiques (-40,0 % en g.a. à 863 MEUR), premier poste des exportations françaises. Les ventes du secteur agricole et agroalimentaire ont également baissé (-15,2 % en g.a. à 1,1 Md EUR) du fait notamment de la forte baisse des ventes de viande (-53,3 % en g.a. à 110 MEUR). Les exportations françaises de produits de luxe [1] restent stables (+1,1 % en g.a. à 1,9 Md EUR en 2022 contre 854 MEUR en 2020) alors que les touristes chinois ne peuvent que difficilement voyager en France.
- **Les importations françaises de biens chinois ont fortement augmenté** : +26,3 % en g.a. à 24,3 Mds EUR du fait des achats de produits informatiques et électroniques (+21,3 % en g.a. à 6,7 Mds EUR ; +28,6 % en g.a. à 2,6 Mds EUR pour les ordinateurs) et d'équipements électriques et ménagers (+28,4 % en g.a. à 3,1 Mds EUR). Les importations de produits chimiques (+111,1 % en g.a. à 1,1 Md EUR) ont également enregistré une forte hausse.
- **Le déficit commercial français a augmenté par rapport à 2021 : +50,4 % en g.a. à 17,4 Mds EUR** (il s'est également creusé par rapport à 9,7 Mds EUR entre janvier et avril 2019).



Echanges de biens entre la France et la Chine de janvier à avril 2022 :

	Montant (MEUR)	Evolution en g.a.
Echanges totaux	31 172	+15,9 %
Exportations françaises	6 872	-10,2 %
Agricole et agroalimentaire	1 094	-15,2 %
Chimie, parfums, cosmétiques	1 092	+20,5 %
Matériel de transport	950	-35,7 %
Importations françaises	24 299	+26,3 %
Informatique, électronique	6 661	+21,3 %
Textile, habillement, chaussures	3 347	+25,8 %
Equip. électriques et ménagers	3 113	+28,4 %
Balance commerciale	-17,4 Mds EUR	Augmentation du déficit de 50,4 % (+5,8 Mds EUR)

[1] Boissons, parfums, cosmétiques, cuir, bagagerie, bijouterie, joaillerie et objets d'art

Retour au sommaire ([ici](#))

Industrie et numérique

Données : l'Administration chinoise du cyberspace (CAC) publie une version finale de la procédure pour transférer les données hors de Chine et propose des accords-types pour les données personnelles

Le 7 juillet, la CAC a [présenté](#) les critères d'évaluation de sécurité pour le transfert de données hors de Chine qui seront applicables dès le 1^{er} septembre 2022. Il s'agit de la version définitive d'un texte présenté pour la première fois en novembre 2021 ([voir brèves de la semaine du 15 novembre](#)).

Ce texte requiert une procédure d'auto-évaluation et de demande d'autorisation pour le transfert vers l'étranger de différentes catégories de données, notamment (1) les « données importantes », dont la définition est généralement laissée aux autorités sectorielles des secteurs concernés, (2) les données produites par les opérateurs d'infrastructures critiques, (3) les données personnelles au-dessus d'un certain seuil (voir ci-dessous) (4) dans d'autres circonstances, sur demande de la CAC. Le texte prévoit que cette auto-évaluation, ainsi que, le cas échéant, les accords types (voir-ci-dessous) soient transmis aux bureaux provinciaux de la CAC pour être validés. Ces derniers doivent rendre un avis sous sept jours, suivi d'un examen de sécurité réalisé dans les 45 jours (ou plus, si la situation l'exige) avant de délivrer une autorisation, valable pour une durée de deux ans. Les autorités se réservent le droit d'interrompre les transferts internationaux de données en fonction de l'évolution des conditions. Les entreprises ayant réalisé des transferts vers l'étranger avant le 1^{er} septembre disposent de six mois pour se mettre en conformité via cette procédure.

Plus particulièrement, s'agissant des données personnelles, la CAC a [publié](#) le 30 juin une première version de la « régulation sur les accords standards d'exportations de données personnelles », qui reste ouverte aux commentaires jusqu'au 29 juillet. La Chine dispose depuis le 1^{er} septembre 2021 de sa propre loi sur la protection des données personnelles restreignant en principe les transferts de données personnelles de citoyens chinois hors de Chine. Ce texte prévoit cependant que des accords standardisés puissent être passés avec des parties tierces à l'étranger pour assurer que les données des citoyens chinois bénéficieront d'une protection suffisante une fois transférées à l'étranger. En ce sens, ce texte s'apparente à la version chinoise des « [clauses contractuelles types](#) » existant dans le cadre de la Règlement général sur la protection des données (RGPD) européen.

Ces transferts internationaux doivent faire l'objet d'une auto-évaluation et être enregistrés en amont auprès des bureaux provinciaux de la CAC. Ils doivent être consentis (par les utilisateurs), justifiés, proportionnés et le récipient doit disposer des moyens techniques (cybersécurité) et juridiques (régulation locale) pour assurer un niveau de protection équivalent aux données ainsi transmises. De même, ce texte prévoit que les entités recevant ces données à l'étranger garantissent l'accès aux autorités chinoises pour vérifier la conformité de leurs systèmes avec le cadre réglementaire et les normes de cybersécurité chinoises.

En outre, si ces accord-types devraient permettre à la plupart des petites et moyennes entreprises d'exporter leurs données hors de Chine, de nombreuses exceptions sont prévues pour des acteurs jugés sensibles, qui ne pourront pas avoir recours à ce mécanisme et devront passer par la procédure générale décrite précédemment. Il s'agit :

- des « opérateurs d'infrastructures d'information critiques » (CIIO- catégorie dont la définition reste floue faisant référence aux gestionnaires de données sensibles pour la « sécurité nationale ») ;
- des entités ayant accès aux données personnelles de plus d'un million de personnes ;

- des entités ayant transféré à l'étranger les informations personnelles de plus de 100 000 personnes au cours de l'année écoulée ;
- des entités ayant transféré à l'étranger les informations personnelles sensibles (données relatives à des mineurs, données biométriques, génétiques etc.) de plus de 10 000 personnes au cours de l'année écoulée.

Dans la pratique, ces restrictions imposeront des procédures spécifiques pour les grandes plateformes numériques chinoises, mais aussi certaines entreprises multinationales opérant en Chine et dont la masse de données collectées dépasse les seuils définis ici.

Cybersécurité : fuite massive de données personnelles

Selon différentes sources concordantes, des hackers, probablement eux-mêmes localisés en Chine, auraient fait fuiter les données personnelles de près d'un milliard de citoyens chinois. Les hackers ont mis en vente ces données sur la plateforme Telegram, proposant un prix unitaire de 10 bitcoins pour la base de données de 23 téraoctets (TO), soit environ 200 000 EUR. Des journalistes du Wall Street Journal ont [confirmé](#) l'exactitude des données fuitées sur un échantillon d'individus mais n'ont pas été en mesure de confirmer le nombre de personnes concernées.

Selon des sources concordantes, ces données auraient été laissées vulnérables sur un serveur accessible et non-protégé. Elles seraient extraites de serveurs du Bureau de la sécurité publique (police) de la municipalité de Shanghai, hébergés sur Ali Cloud. La fuite concernerait notamment les numéros de carte d'identité, numéros de téléphone, mais aussi casiers judiciaires et les données d'utilisation de certaines applications d'individus collectées entre 1995 et 2019.

En septembre 2021, la Chine s'est dotée d'une loi sur la protection des données personnelles imposant aux collecteurs de données de protéger les données personnelles des individus.

Automobile : nouvelles mesures de soutien à la consommation dans un contexte de reprise du marché

Le 7 juillet, 17 administrations ont [publié](#) conjointement des [mesures](#) d'incitation à la consommation dans le secteur automobile. Parmi les mesures évoquées : (1) extension possible de l'exemption de taxe à l'achat pour les véhicules à énergie nouvelle (VEN) au-delà de l'échéance théoriquement fixée à la fin de l'année ; (2) levée des restrictions locales au commerce de véhicules de seconde main dans un contexte de forte progression du marché de l'occasion (+20% en 2021) ; (3) autorisation [des importations directes « parallèles »](#) de véhicules (平行进口) initialement non-destinés au marché chinois; (4) accélération des projets de construction d'infrastructures routières, de bornes de recharge, de parkings etc ; (5) développement du système de recyclage des moteurs.

Ces mesures doivent permettre de soutenir la reprise des ventes de véhicules après les confinements successifs à Changchun, et surtout Shanghai. Une forte attention est placée sur le développement du marché des VEN dans les zones rurales. En juin déjà, les ventes se sont partiellement redressées : selon les données de la China Association of Automobile Manufacturers (CAAM), les ventes de véhicules neufs (y compris utilitaires légers) étaient en augmentation de 21% par rapport à leur niveau de juin 2021, +34% en glissement mensuel. En particulier, les ventes de VEN ont connu une forte augmentation : +130% en glissement annuel (546 000 unités).

Des baisses de taxes à l'achat pour les véhicules, ainsi que des mesures de soutien locales [avaient déjà été annoncées](#) ces dernières semaines. Alors que les subventions avaient été offertes par les gouvernements locaux pour l'achat de véhicules produits dans leurs circonscriptions respectives (Shenzhen, Wuhan Chengdu...), ces nouvelles mesures sont adoptées au niveau national. Elles sont ainsi présentées comme favorisant l'intégration d'un « grand marché national unifié de l'automobile » (全国统一汽车大市场) afin de lutter contre les protectionnismes locaux. Dans une optique similaire, le texte vise également à lever les restrictions au commerce interprovincial de véhicules d'occasion.

Propriété intellectuelle : le géant chinois du e-commerce pour la mode Shein est accusé de vol de design

En quelques années seulement, le géant chinois du prêt-à-porter, Shein a conquis le marché des acheteurs de la génération Z en Amérique du Nord et en Europe en lançant régulièrement des gammes vêtements bon marché importées depuis la Chine via le e-commerce transfrontalier. Shein a connu une croissance rapide et est maintenant évalué à une valeur de plus de 100 Mds USD, grâce au soutien d'investisseurs tels que Sequoia Capital China et General Atlantic. Selon les estimations du Crédit Suisse, les ventes de Shein, ont été multipliées par 5 en deux ans pour atteindre 19 Mds USD en 2021, soit un chiffre d'affaires proche de celui de H&M cette année-là. Son attrait réside dans les bas prix des produits, ses collaborations avec des influenceurs en ligne, et le fait que pas moins de 6 000 nouveaux produits arrivent chaque jour dans les rayons.

Cependant, le développement de Shein s'est accompagné de nombreuses poursuites pour contrefaçon. Shein, ou son entreprise mère basée à Hong Kong (Zoetop Business Co.), ont été accusés dans au moins 50 poursuites fédérales américaines pour violation présumée de marque ou de droit d'auteur au cours des trois dernières années.

Les archives judiciaires ont montré que les plaignants vont de petits designers indépendant à des géants de la vente au détail tels que Ralph Lauren, Oakley, Tiina Menzel, mais aussi Nirvana LLC, propriétaire des droits d'auteur du groupe Nirvana. Dans de nombreux cas, Shein a réglé avec les plaignants une solution à l'amiable, souvent pour des montants non divulgués. Shein aurait cependant souvent rejeté ces accusations sur des fournisseurs tiers.

Retour au sommaire ([ici](#))

Développement durable, énergie et transports

Aéronautique : commande géante de plus de 37 Mds USD d'appareil Airbus de la famille A320 par les grandes compagnies chinoises

Les trois grandes compagnies aériennes chinoises d'Etat ont annoncé de manière coordonnée le 1^{er} juillet la confirmation de [l'achat de 292 avions de type A320](#), constituant la plus grande commande passée par des transporteurs chinois depuis le début de la pandémie de COVID-19. Ainsi, Air China et China Southern Airlines ont informé de l'acquisition de 96 avions chacune de la famille A320neo (dont 32 pour Shenzhen Airlines, filiale du groupe Air China), pour une valeur marchande estimée à 12,2 Mds USD au prix catalogue. De son côté, China Eastern Airlines a déclaré qu'elle achèterait 100 appareils de la même famille (12,8 Mds USD). Cependant, dans un ordre de commande groupé, les compagnies aériennes bénéficient de remises substantielles sur les prix catalogue. Les livraisons sont programmées entre 2023 et 2027, avec un pic attendu à partir de 2024. Air China a déclaré que son achat représenterait une augmentation de 10,4 % de sa flotte (+13% pour China Southern). La majorité des commandes porte sur des nouveaux modèles A320Neo et A321Neo. A cet égard et pour mémoire, l'usine d'assemblage de Tianjin, ouverte en 2008 et qui a assemblé plus de 500 appareils monocouloirs pour le marché chinois, va être configurée prochainement pour entamer la production d'A321Neo, en vertu d'un accord intervenu entre Airbus et ses partenaires chinois (*Tianjin Free Trade Zone* et *AVIC*), rendu public fin 2021 (Voir *Brèves du SER de Pékin*, [semaine du 1^{er} novembre 2021](#)).

[Boeing a réagi](#) à l'annonce de ces nouveaux contrats pour Airbus, en évoquant le « dialogue constructif » entre les gouvernements européens et chinois qui a prévalu au succès de cette commande, et en [exhortant le gouvernement américain](#) à engager dès que possible des discussions avec la Chine. Un porte-parole du concurrent américain a précisé que : « *en tant que principal exportateur américain avec une relation de 50 ans avec l'industrie aéronautique chinoise, il est décevant que les différences géopolitiques continuent de limiter les exportations d'avions américains* ». Boeing n'a pas enregistré de commande majeure en Chine depuis 2017 et reste bousculé par le bannissement du 737 MAX pendant deux ans et demi, l'appareil n'étant toujours pas pleinement retourné en exploitation dans le ciel chinois malgré de nouvelles autorisations délivrées par l'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC) en fin d'année dernière (Voir *Brèves du SER de Pékin*, [semaine du 29 novembre 2021](#)).

En Chine, la réception de ces nouveaux contrats d'Airbus a pris une tonalité politique. Dans un [éditorial](#) du *Global Times*, le directeur du Département des Etudes Européennes du *China Institute of International Studies* estime que cette grande commande d'Airbus manifeste la qualité de la coopération sino-européenne dans le domaine aéronautique, symbolisant les liens d'interdépendance économique bénéfiques de la mondialisation, et critique la volonté américaine d'imposer un découplage technologique et économique, jugé irréaliste. Certains observateurs nuancent ces propos en [rappelant](#) – à raison – que cet accord bénéficiera aussi indirectement à l'industrie américaine, dont nombre de fournisseurs sont embarqués dans les produits d'Airbus. Quelques commentateurs s'interrogent enfin sur le sens de cette commande géante d'avions de la famille A320 d'Airbus, alors que la Chine développe son propre monocouloir, le C919. Même si le constructeur chinois COMAC affiche sa volonté de contester le duopole Airbus / Boeing, et a réaffirmé il y a peu son objectif de finaliser rapidement la certification du C919 afin de permettre l'entrée sur le marché chinois de son appareil dans le courant de l'année 2022 (Voir *Brèves du SER de Pékin*, [semaine du 16 mai](#)), les étapes nécessaires à son industrialisation ne semblent pas compatibles avec une réponse à court-terme aux besoins croissants de capacités des compagnies aériennes chinoises.

Transport aérien : y a-t-il plus ou moins de vols internationaux vers la Chine cet été ?

Un expert chinois se pose cette question pertinente dans une [tribune récente](#). Le Conseil des Affaires d'Etat a annoncé en mai dernier une augmentation des fréquences aériennes pour les vols internationaux desservant la Chine, drastiquement réduits par la politique de prévention des risques de contamination COVID-19 (voir *Brèves du SER de Pékin*, [semaine du 23 mai](#)). Ainsi l'auteur constate l'ouverture de nouvelles fréquences hebdomadaires, notamment pour la desserte de Pékin, fermée aux compagnies internationales étrangères depuis mars 2020. Cependant, le maintien en Chine continentale des mesures controversées du « circuit breaker », sanctionnant pour des durées variables les compagnies aériennes en fonction du nombre de passagers transportés diagnostiqués infectés au COVID-19 à leur arrivée en Chine ou pendant leur quarantaine, constitue un véritable frein à la croissance du nombre de vols réguliers et à leur pérennité (voir *Brèves du SER de Pékin*, [semaine du 27 juin](#)). S'agissant du marché France-Chine, environ 50% des rares vols réguliers autorisés ont été annulés depuis début 2022 (Air China a écopé cette semaine d'une énième suspension conduisant à un record de deux mois et demi de suspension consécutive pour son vol hebdomadaire entre Paris et Tianjin, soit quasiment toute la période estivale). La poursuite de cette politique en Chine continentale interroge alors que la région administrative spéciale de Hong Kong a annoncé [l'arrêt de ces dispositions](#) à compter du 7 juillet, décision accueillie très positivement par les passagers, les compagnies aériennes, et l'ensemble des acteurs économiques en général.

Dans son article, l'expert constate que, de manière générale, le nombre réel de vols internationaux de passagers à destination de la Chine continentale est inférieur dans cette période de plus de la moitié de ceux enregistrés l'an dernier. Ainsi, entre le 24 avril et le 19 juin 2022, un total de 4 584 vols internationaux de passagers de compagnies chinoises et étrangères ont été réalisés (incluant des vols charters de passagers), soit 80,4 vols/jour. C'est 2,3 fois moins qu'en 2021 en glissement annuel (10 558 vols internationaux, 185,2 vols/jour). L'auteur pointe plusieurs explications, dont la reprise rapide des marchés en Europe et aux États-Unis, présidant au choix de nombreuses compagnies aériennes étrangères de réduire leurs liaisons vers la Chine, pour affecter leurs capacités sur des destinations ouvertes et rentables. Mais l'auteur souligne que les diminutions de fréquences aériennes touchent aussi les compagnies chinoises : en mai 2022, les trafics internationaux de passagers ont été réduits de 40% par rapport à mai 2021 pour Air China et China Eastern, et de près de 20% pour China Southern.

L'expert note en outre qu'entre le 1^{er} et 15 juin 2022, selon les notifications de l'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC), la politique de « circuit breaker » a conduit à l'annulation de 82 vols, soit trois fois plus qu'il y a un an à la même période (26 annulations). Les souches de variant Omicron, plus contagieuses, seraient un facteur d'explication de cette cascade de sanctions et annulations de vols. A cet égard, un éventuel impact positif de la légère réforme du mécanisme de « circuit breaker », annoncée aux compagnies aériennes en juin, reste très incertain pour les semaines à venir (réduction de 7 à 5 jours de la durée de comptabilisation des tests positifs des passagers entrants, présentés à charge contre les compagnies aériennes et introduisant le régime de sanction et de suspension des vols).

Transport ferroviaire : croissance du fret ferroviaire Chine-Russie au premier semestre

Le groupe « China-Europe Railway Express » a publié les chiffres du fret ferroviaire Chine-Russie-Europe pour les six premiers mois de l'année. La légère hausse d'activité (+2% de trains et +2,6% de conteneurs en glissement annuel) cache en fait des différences importantes depuis l'année dernière. En effet, la part du trafic Chine-Russie dans ces chiffres est passée d'une année sur l'autre de 45% du total à 60%, montrant une hausse du trafic Chine-Russie et par conséquent une baisse en valeur absolue des trains allant jusqu'en Europe.

La baisse du trafic ferroviaire vers l'Europe s'explique aisément par les sanctions européennes contre la Russie, les trains Chine-Europe passant dans leur grande majorité par la Russie et le Bélarus (*voir Brèves du SER, [semaine du 7 mars](#)*).

La hausse en valeur absolue du fret ferroviaire Chine-Russie s'explique quant à elle, *selon un analyste cité par [Caixin](#)*, par un report modal : les liaisons maritimes étant fortement perturbées en raison de la guerre en Ukraine (notamment par la situation en Mer Noire), les liaisons se reportent vers le ferroviaire. Cette hausse du fret ferroviaire ne reflète ainsi pas une hausse générale des exportations chinoises vers la Russie, ces dernières ayant baissé en avril et mai en g.a. d'après les chiffres des douanes chinoises.

Energie : quelles anticipations pour le secteur électrique en 2022 ?

Deux rapports parus récemment proposent des projections sur le développement du secteur électrique chinois en 2022.

Le premier, publié cette semaine par le [CEC](#) (*China Electricity Council*), prévoit que la croissance de la consommation d'électricité nationale en 2022 devrait être comprise en 5 et 6%. Cela constituerait un ralentissement notable de la croissance comparé à 2021 (+10,3% en g.a.), notamment en raison de l'impact qu'ont eu les confinements à répétition de ces derniers mois sur l'activité économique mais aussi de l'effet de base dû au Covid qui expliquait la forte hausse de 2021. D'ici 2025, CEC anticipe un taux de croissance annuel moyen de la demande de 4,8%, pour atteindre 9500 TWh (contre 8312 TWh en 2021).

Le second, présenté fin juin par le [CREEI](#) (*China Renewable Energy Engineering Institute*) prévoit que la Chine installera en 2022 56 GW supplémentaires d'éolien, dont 6 GW d'éolien en mer (contre respectivement 47,6 GW et 16,9 GW en 2021) et jusqu'à [100 GW](#) de capacité photovoltaïque (contre 54,9 GW en 2021). Ces chiffres apparaissent très optimistes compte tenu du rythme de développement observé en ce début d'année ([de janvier à mai](#), 10,8 GW de capacités éoliennes et 23,7 GW de capacités solaires ont été installées).

Retour au sommaire ([ici](#))

Actualités régionales

Chengdu : publication du 14^{ème} plan quinquennal pour le développement urbain de Chengdu

Ce nouveau plan fournit quelques objectifs chiffrés en termes d'infrastructures :

- 850 km de lignes de métro en opération ou construction à la fin de la période (contre 697 km actuellement – 519 km installés sur 12 lignes, 178 km en construction sur 8 lignes).
- 560 km de réseau de transport ferroviaire interurbain (contre 428 km actuellement).
- Plus de 50 % de zones bâties correspondant aux exigences techniques de « ville-éponge », appuyées par un réseau de canalisations de 359 km.
- Le réseau de voies urbaines rapides atteindra 315 km.
- Au moins 60 zones de *transit-oriented development* devront avoir été mises en construction, contre une vingtaine actuellement.

Les transports en commun devront représenter 60 % des transports motorisés dans le centre-ville. La municipalité se fixe également des objectifs en matière de fluidité du transport et d'accès aux services essentiels. Ainsi, 100 % de la ville devra observer la règle d'une accessibilité de l'ensemble des services publics en moins de 15 minutes. Une proportion de 45 % des Chengdunais devront accéder à leur lieu de travail en moins de 30 minutes.

Ce plan prévoit un taux d'urbanisation quasiment inchangé, à 80 % en 2025 (79,5 % fin 2021).

70 % des bâtiments nouvellement construits respecteront les normes d'efficacité énergétique et le taux d'utilisation des matériaux de construction écologiques atteindra 60 %.

[Source](#)

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Secteur aérien : le gouvernement hongkongais suspend le mécanisme de « flight ban »

Le gouvernement hongkongais a annoncé le 7 juillet la suspension du mécanisme de « flight ban » qui conduisait jusqu'à présent les autorités à interdire pour une durée de 5 jours les arrivées de vols opérés par toute compagnie aérienne ayant transporté vers Hong Kong au moins 5 passagers ou 5% de passagers testant positifs à leur arrivée. Plus de 100 suspensions ont ainsi été prononcées depuis le début de l'année, créant d'importantes difficultés pour les compagnies aériennes et leurs passagers à destination de Hong Kong. A la suite de cette annonce, l'action Cathay Pacific progressait le 7 juillet de 3%, la compagnie ayant été l'une des principales touchées par ce mécanisme de suspension des vols.

Introductions en bourse : recul de 92% au 1^{er} semestre

Les fonds levés par introduction en bourse ont atteint 2,6 Mds USD au cours des 6 premiers mois de l'année à Hong Kong (source : Bloomberg), soit une contraction de 92% en glissement annuel. La bourse de Hong Kong se trouve ainsi rétrogradée au 9^{ème} rang mondial selon les données collectées par KPMG, les 3 premières places du classement étant occupées par Shanghai (32,8 Mds USD), Shenzhen (15,6 Mds USD) et Séoul (11,3 Mds USD). Hong Kong s'était classée 4^{ème} en 2021 après avoir occupé le 1^{er} rang mondial à 7 reprises entre 2008 et 2020.

Le ralentissement des introductions en bourse à Hong Kong a débuté au 2^{ème} trimestre 2021, en raison des réformes réglementaires chinoises dans les secteurs de la technologie, du divertissement, des jeux vidéo et de l'éducation ainsi que du resserrement des conditions de cotation offshore pour les entreprises chinoises. La remontée des taux directeurs américains et la forte baisse des marchés actions depuis le début de l'année ont depuis ajouté une pression supplémentaire. Au cours des 6 premiers mois de l'année, seule une IPO à Hong Kong a permis de lever plus de 500 M USD (JL Mag Rare-Earth, 544 M USD en janvier 2022).

Bourse : les régulateurs chinois et hongkongais annoncent d'un *Swap Connect* pour février 2023

Les régulateurs chinois et hongkongais ont [annoncé](#) le 4 juillet l'ouverture d'ici 6 mois d'une nouvelle connexion financière *Swap Connect* permettant aux investisseurs internationaux d'accéder via Hong Kong au marché chinois des *swaps* (produits dérivés permettant à deux contreparties de s'accorder sur un échange futur de flux financiers), sur le même modèle que le *Stock Connect* ouvert en 2014.

Ce nouveau programme sera initialement limité aux *swaps* de taux (*swaps* dont les flux échangés sont fonction d'un taux fixe ou variable), avec pour objectif d'offrir aux investisseurs étrangers un accès à des solutions de couverture face au risque de taux généré par leurs investissements en obligations chinoises *onshore*. Il pourrait par la suite être étendu à d'autres types de *swaps* et se voir ouvert dans le sens *Southbound* (Chine – Hong Kong). Outre l'opportunité offerte à Hong Kong en tant que canal d'intermédiation pour l'échange de ces produits, l'ouverture du *Swap Connect* pourrait soutenir l'ouverture du marché obligataire *onshore* chinois aux investisseurs étrangers en rendant celui-ci plus attractif grâce à l'existence de solutions de couverture adaptées. Les deniers mois ont vu la détention de titres de dette sur le marché *onshore* par des investisseurs étrangers se contracter

(546 Mds USD fin mai 2022 contre 597 Mds USD fin décembre soit -8,5%) en raison notamment de la hausse des taux américains, celle-ci ayant rendu les titres de dette chinois moins attractifs relativement à ceux libellés en USD.

L'annonce du *Swap Connect* s'est faite le même jour que l'ouverture effective de l'*ETF Connect*, canal permettant désormais aux investisseurs d'échanger des parts de fonds indiciels cotés en bourse entre la Chine et Hong Kong (de la bourse de Hong Kong vers celles de Shanghai et Shenzhen et inversement). Les volumes totaux échangés au cours de la première journée d'ouverture de l'*ETF Connect* ont atteint 32,7 M USD. 83 *ETF* cotés en Chine et 4 cotés à Hong Kong sont actuellement accessibles à travers cette connexion transfrontalière.

Sanctions : deux sociétés hongkongaises accusées d'avoir facilité la livraison de pétrole iranien en Asie du Sud-Est placées sur la liste SDN du Trésor américain

Le département du Trésor américain a [annoncé](#) le 6 juillet le placement de 2 individus et de 13 sociétés, dont 2 sont basées à Hong Kong (Lustro Industry Limited et Oligei International Trading Co) sur la liste SDN (*specially designated persons*) de l'OFAC (*Office of Foreign Assets Control*) en application du [décret exécutif 13382](#) du 7 juillet 2019 portant sur la « lutte contre la détention d'armes de destruction massive et leurs soutiens ». Les personnes et entités concernées sont accusées d'avoir aidé la société iranienne Jam Petrochemical Company à exporter « plusieurs centaines de milliers de tonnes de produits pétrochimiques » vers l'Asie et principalement la Chine par l'intermédiaire de la Petrochemical Commercial Company, une société identifiée le 5 novembre 2018 en application du [décret exécutif 13599](#) sur le « blocage des biens et des actifs du gouvernement et des institutions financières iraniens » comme étant entièrement détenue par le gouvernement iranien.

A la suite du placement de ces sociétés (et leurs filiales détenues à plus de 50%) et individus sur la liste SDN de l'OFAC, ceux-ci voient l'ensemble de leurs actifs aux Etats-Unis (ou actifs détenus par l'intermédiaire de citoyens ou entités américains) gelés et se trouvent privés de tout accès aux institutions financières internationales, sous peine de sanctions pour ces dernières.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Macao

Secteur du jeu : les revenus des casinos se contractent de 62,1% en juin (g.a)

Les revenus des casinos reculent en mai de -62,1% en g.a et -25,9% en glissement mensuel à 306 M USD en raison de la reprise de l'épidémie à Macao mi-juin avec 1 087 cas recensés entre le 19 juin et le 7 juillet. Sur les six premiers mois de l'année, la baisse des revenus des casinos est de -46,4% en g.a (3,25 Mds USD), soit une baisse de -82,4% par rapport à la même période en 2019.

Les casinos de Macao ont été autorisés à rester ouverts afin de protéger les emplois, mais un grand nombre d'employés ont été en télétravail pour se conformer à la demande du gouvernement.

A la suite de la détection de 13 cas parmi les employés du Grand Lisboa, hôtel du groupe SJM Holdings, le gouvernement a confiné les 500 occupants de l'hôtel du 5 au 11 juillet. Les actions de SJM Holdings ont chuté de 2% le 6 juillet. Deux centres commerciaux (un à l'hôtel Four Seasons appartenant à Sands China et un autre à côté de MGM China) ont également dû fermer cette semaine en raison de nombreux clusters détectés.

Commerce extérieur : les importations de Macao ont augmenté de 8,4% au cours des 5 premiers mois de l'année

Les importations macanaises ont augmenté de +8,4% à 7,86 Mds USD au cours des 5 premiers mois de 2022, dont +21,9% pour celles en provenance de l'UE (2,78 Mds USD). En mai, les importations macanaises ont diminué de -22,5% à 1,49 Md USD. Les importations de produits cosmétiques et de montres ont chuté de -34,2% et -31,8% respectivement, tandis que les importations de produits alimentaires ont augmenté de +41,2%. La France demeure le 1^{er} fournisseur européen de Macao (+36,3% en g.a à 1,62 Mds USD), devant l'Italie et la Suisse, avec 20,6% de part de marché.

Retour au sommaire ([ici](#))

Taiwan

Marché boursier : le TAIEX a chuté de plus de 20% au premier semestre

D'après les dernières statistiques du Taiwan Stock Exchange (TWSE), [l'indice TAIEX a clôturé vendredi 1er juillet en baisse à 14 343 points \(-3,26%\)](#), soit un plongeon de 20% par rapport à son pic de début d'année (18 619 points en janvier). La valeur des transactions journalières s'est établie à 300 Mds TWD (environ 9,7 Mds EUR), dont [121 Mds TWD \(3,9 Mds EUR\) de vente d'actions locales par des investisseurs étrangers](#). La valeur de TSMC a perdu 4,73% pour atteindre 453 TWD. Pour mémoire, le fondeur taiwanais avait marqué un nouveau record à mi-janvier dernier, atteignant 683 TWD. M. JUAN Ching-Hwa, vice-ministre des Finances et responsable de la gestion du Fonds de stabilisation national, a indiqué que son ministère suivait l'évolution du marché boursier local, et que [le comité de gestion du Fonds se réunira lundi 11 juillet prochain](#) pour identifier des mesures éventuelles d'intervention.

Dette américaine : les États-Unis restent le premier débiteur de Taïwan au T1 2022

D'après les statistiques de la banque centrale (CBC), [l'exposition de Taïwan à la dette américaine fin mars s'élevait à 125,38 Mds USD, en progression de 8,3% par rapport à décembre 2021](#). Les États-Unis restent ainsi, sur une période de 27 trimestres consécutifs, le premier débiteur de Taïwan. Selon la CBC, ceci s'explique par l'augmentation des investissements des banques taiwanaises dans les obligations américaines, qui affichent une hausse de rendement suite aux dernières décisions de la Réserve fédérale américaine sur les taux d'intérêt. La Chine apparaît toujours en deuxième position, avec un montant de 56,77 Mds USD (mais avec une baisse de -4,56% en raison de la prudence des investisseurs taiwanais suite aux mesures de confinement successives décidées en Chine), suivie du Luxembourg (39,7 Mds USD; -6,11%), de Hong Kong (37,3 Mds USD; -0,62%), du Japon (30,8 Mds USD; -15,91%), de l'Australie (30,8 Mds USD; +16,49%), des îles Caïmans (18,6 Mds USD; +1,52%), de Singapour (17,9 Mds USD; -5,34%), du Vietnam (16,8 Mds USD; +0,7%) et du Royaume-Uni (16,8 Mds USD; +11,08%). Ces dix premiers débiteurs représentent 73,99% du total de l'exposition taiwanaise qui s'établit à 528,7 Mds USD fin mars 2022, soit en progression de +1,26% par rapport au T4 2021.

Energie : les importations de pétrole progressent de 75% sur les cinq premiers mois de l'année

Selon le ministère des Finances (MOF), [les importations taiwanaises de pétrole ont augmenté de 75,6%, en glissement annuel, à 11,9 Mds USD au cours des cinq premiers mois de 2022](#). Dans le contexte de hausse des prix du pétrole, le MOF estime que pour l'année, leur montant pourrait atteindre 28 à 31 Mds USD, soit un niveau record depuis 2014. Taïwan dépendant des importations pour son approvisionnement en énergie, le volume de ses achats de pétrole s'est élevé annuellement, en moyenne, à plus de 300 M de barils entre 2012 et 2019 alors qu'en 2020, en raison de la pandémie, il était redescendu à 265 M de barils (12,5 Mds USD). En 2021, les importations taiwanaises de pétrole sont reparties à la hausse, avec la reprise de l'économie mondiale, de 59% à 19,9 Mds USD (+6,6% en volume). Parmi les principaux pays fournisseurs, l'Arabie saoudite reste en tête position avec 34,5% du montant des importations sur les cinq premiers mois de 2022 (+98,4% en glissement annuel), devant les États-Unis (21,9%; +93,4%) et le Koweït (20,1%; +83,9%). [Les exportations taiwanaises de produits issus](#)

[du raffinage du pétrole ont doublé par rapport aux cinq premiers mois de 2021 pour atteindre 6,5 Mds USD](#), dont 55% de gazole destiné à l'Australie, aux Philippines et à la Corée du Sud et 20% d'essence à destination de Singapour, de la Malaisie et de l'Iraq.

Inflation : l'indice des prix à la consommation dépasse 3% pour le quatrième mois consécutif en juin

D'après les dernières statistiques de la DGBAS, l'indice des prix à la consommation (CPI) a progressé de 3,59% en juin en glissement annuel, [son plus haut niveau depuis août 2012](#). Ce taux s'explique notamment par la hausse des prix alimentaires qui ont progressé de 7,27% par rapport à juin 2021 : le prix des œufs augmente de +29,11%, suivi des fruits (+25,31%), des poissons et fruits de mer (+6,99%) et des viandes (+6,78%). La DGBAS a d'ailleurs souligné que le prix de l'électricité augmente, en glissement annuel, de 22,47% suite à l'application du tarif d'été (entre juin et septembre), ce tarif n'ayant pas été mis en application en raison de la pandémie en 2021. Parmi les autres catégories de produits, le prix des « transports et communications » progresse de 3,54%, avec notamment la hausse du prix des « carburants et lubrifiants » (+7,86%). Sur le premier semestre de 2022, l'indice des prix à la consommation augmente de +3,13% du fait de la hausse du prix des commodités (+4,25%) et des services (+2,17%). L'inflation hors fruits, légumes et énergie (Core CPI) atteint 2,41%.

Semi-conducteurs : MediaTek annonce un partenariat ambitieux avec l'université Purdue (USA)

Lors du dernier « SelectUSA Investment Summit », MediaTek, N°4 mondial de la conception des semi-conducteurs et n°1 sur le marché chinois des puces 5G, a confirmé le lancement [d'un partenariat avec l'université Purdue](#), sur la formation d'ingénieurs et le développement de projets de R&D avec le [soutien de l'Indiana Economic Development Commission](#) (1,4 M USD). Trente ingénieurs devraient être ainsi recrutés d'ici 2025, assistés d'une dizaine d'élèves stagiaires. Pour mémoire, [Mediatek](#) a investi 3,5 Mds USD en R&D en 2021. Alors que cette annonce suit celle récente de Globalwafers d'investir 5 Mds USD au Texas, [l'Economic Daily News](#) appelle, dans son éditorial du 6 juillet, le gouvernement taiwanais à réagir pour soutenir TSMC dont le cours de l'action a dévissé ces dernières semaines en raison notamment du retard pris par le congrès américain dans l'adoption du « CHIPS for America Act ». S'ajoute à ces craintes l'allongement des délais de livraison des équipements de production (10 à 14 mois) qui pénalise plusieurs projets du groupe. Ainsi, la production des nouvelles usines de TSMC pourrait démarrer en 2024 ou 2025 au moment même où la demande mondiale de semi-conducteurs pourrait accuser une baisse. [L'édito ne manque pas, par ailleurs, de souligner le risque de voir se tisser une alliance entre les Etats-Unis, la Corée du Sud et le Japon, au détriment du géant taiwanais.](#)

Véhicules électriques : Foxconn tisse une nouvelle alliance avec le groupe Tata

Le groupe Foxconn poursuit sa stratégie d'alliances industrielles en matière de développement de véhicules électriques avec le dernier ralliement [du groupe indien Tata](#) à la plateforme dédiée MIH (2300 membres dans le monde), [l'accord ayant été signé](#) fin juin à Détroit entre Jack CHENG, CEO de MIH, et Warren HARRIS, CEO de Tata Technologies. Foxconn s'est fixé un objectif sur trois ans pour atteindre 1000 Mds TWD (environ 32 Mds EUR) de revenus issus du secteur des véhicules électriques et une production automobile de l'ordre de 500 000 à 750 000 unités par an dès 2025.

Relation Taiwan-Royaume-Uni : partenariat dans les batteries au lithium et dialogue bilatéral dans le secteur des ENR

La start-up britannique *Vertical Aerospace* a annoncé le 6 juillet avoir conclu un partenariat avec le producteur de batteries [E-One Moli Energy Corp](#) (Molicel, filiale du groupe Taiwan Cement) pour équiper son aéronef à décollage et atterrissage verticaux électrique [eVTOL VX4](#). Le fabricant taiwanais a fait également parlé de lui lors du festival de vitesse de Goodwood au Royaume-Uni, ayant équipé de ses batteries, l'hypercar [McMurtry Speirling](#). Par ailleurs, [le quatrième dialogue bilatéral](#) dans le domaine de l'énergie entre le Royaume Uni et Taiwan qui s'est tenu cette semaine, a porté sur les projets éoliens en mer, la biomasse, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, et la transition du réseau électrique.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Clause de non-responsabilité - Le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication :
Rédacteurs :

Jean-Marc Fenet
Thomas Carré, Zilan Huang, Baptiste Gosson-Brion,
Orhan Chiali, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Antoine
Moisson, Camille Paillard, Julien Boudet, François
Lemal, Dominique Grass, Li Wei, Florian Surre, Valérie
Liang-Champrenault, Odile Huang, Charlotte Lau,
Max Chang, Alain Berder, Rodolphe Girault, Pascal
Millard, Julien Defrance
Orhan Chiali

Revu par :

Pour s'abonner :

camille.paillard@dgtresor.gouv.fr